

études  
rurales

Études rurales

171-172 | 2004

Les « petites Russies » des campagnes françaises

---

## Le marteau contre la faucille

Introduction

Rose Marie Lagrave

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/3028>

DOI : [10.4000/etudesrurales.3028](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.3028)

ISSN : 1777-537X

### Éditeur

Éditions de l'EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

### Référence électronique

Rose Marie Lagrave, « Le marteau contre la faucille », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 28 juillet 2005, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/3028> ; DOI : [10.4000/etudesrurales.3028](https://doi.org/10.4000/etudesrurales.3028)

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

© Tous droits réservés

---

# Le marteau contre la faucille

## Introduction

Rose Marie Lagrave

---

- 1 LE LOGO de *La Voix paysanne*<sup>1</sup>, journal devenu communiste après la scission du congrès de Tours, représente des épis de blé enserrant une faucille et un marteau frappés des rayons d'un soleil radieux. L'univers symbolique des lendemains qui chantent, clairement affiché à travers un soleil exultant, masque, autant qu'il révèle, la valence inégale du marteau et de la faucille censés figurer l'alliance des classes paysannes et ouvrières [Barthes 1957]. Dans la doctrine marxiste-léniniste, l'alliance ouvriers-paysans, parce que ce sont les deux seules classes productives, est une condition nécessaire à la victoire de la révolution et à l'édification d'une société socialiste. Toutefois, le rôle historique d'avant-garde conféré à la dictature du prolétariat institue l'inégalité fondatrice entre les deux termes de l'alliance, en sorte que l'on est fondé à saisir le rapport entre ces deux classes comme un rapport de force entre dominants et dominés, bien que ces deux entités soient appelées à lutter contre le même ennemi : les classes possédantes et la bourgeoisie. Du fait que la lutte contre la bourgeoisie présuppose des intérêts communs à une fraction de la paysannerie et au prolétariat, s'est opérée, subrepticement ou volontairement, une sorte d'amalgame et d'annexion des intérêts paysans aux intérêts de la classe ouvrière. À partir de là, le primat donné à la classe ouvrière, classe téléologique, devient la logique structurante de la vision des paysanneries et de la place politique qui leur est assignée dans l'édification de la société socialiste, tant dans les régimes communistes orientaux que dans les partis communistes occidentaux. La classe paysanne y est toujours et partout une classe subordonnée à la classe ouvrière.
- 2 En effet, dans la doctrine léniniste, la figure du paysan est marquée au sceau de sa propre négation. Catégorie flexible et en devenir, sans existence propre, le paysan n'est que ce qu'il devrait être : soit un futur prolétaire, soit un bourgeois en puissance. Plus généralement, la question agraire semble constituer une pierre d'achoppement de la pensée léniniste. Malgré les effets de la division du travail, de la technique et de l'intensification des échanges dont Lénine pressent qu'ils resteront insuffisants, la terre est ce qui ne disparaît pas. Dès lors, cette sorte d'ordre éternel de la nature, cette identité de l'être et de sa manifestation concentrée dans la figure du paysan demeurerait en

dehors de l'histoire ou, mieux, seraient son point zéro, ce que Lénine ne peut accepter. Il faut donc arracher le paysan à l'ordre de la nature et, par le biais du salariat, baptême obligatoire, l'intégrer à l'histoire en le dépossédant de sa terre et en programmant la dépayssannisation des campagnes.

- 3 Ce rappel lapidaire de la position léniniste entend simplement restituer le sens des propositions doctrinales concernant les paysanneries. Elles constituent le fond d'un récit plus ou moins adapté selon les moments, les conjonctures et les pays. Ce que l'on doit en retenir pour notre propos, c'est cet arrière-plan de perception et d'action dans les stratégies politiques communistes à l'égard des paysanneries, dont le lecteur ne peut faire l'économie pour situer les articles de ce numéro.
- 4 Cette évocation induit aussi un réexamen des termes de l'alliance entre ouvriers et paysans, alliance inégale on l'a dit, qui suppose une entreprise de discrédit des paysans, même et surtout lorsqu'il s'agit de les glorifier pour mieux les persuader d'embrasser la cause prolétarienne. Ainsi convient-il d'appréhender cette alliance comme une tension ou un assujettissement des paysans aux ouvriers et de se représenter les paysans comme une catégorie dominée, dans le discours communiste. On ne peut, certes, totalement comprendre le discours « ouvriériste » à propos du parti communiste français, analysé dans cette livraison, si on ne le rapporte à sa matrice léniniste, qui discrédite les paysans et les soumet à la dictature du prolétariat. Ces contraintes idéologiques sont revisitées, recodées en une version française, souvent euphémisée, le temps du moins que pointent à l'horizon des vellétés de dérive paysanniste, comme avec les prises de position de Renaud Jean<sup>2</sup>.
- 5 Ce rappel pourrait attirer les soupçons sur notre démarche accusée de vouloir articuler de façon systématique et mécanique les politiques communistes, soviétique et française, à l'encontre des paysanneries ; rien ne lui est plus étranger. Si l'internationalisme et le poids du Krestintern [Kriegel 1969 ; Vigreux 2000] ont pesé sur les décisions du PCF, on ne saurait céder à la complaisance et à la paresse intellectuelle consistant à faire des politiques menées par les partis communistes de simples appendices du parti soviétique, notamment pour ce qui concerne le monde occidental. Grâce aux auteurs du *Siècle des communismes*<sup>3</sup>, on tient que le communisme est pluriel en fonction de ses conditions d'émergence nationales. Plus encore, à la lecture des configurations régionales et locales du communisme agraire français, celui-ci apparaît dans toute son hétérogénéité et dans toutes ses divergences. Ne céder ni au diktat sans appel de Moscou sur la juste ligne à suivre ni à la seule marge de liberté d'action des partis communistes nationaux : telle est notre position.
- 6 Cette approche implique que l'on précise d'abord les paradoxes fondateurs de la politique du PCF vis-à-vis du monde rural, puis que l'on présente le dispositif d'analyse qui a servi d'armature aux recherches menées par les contributeurs de ce numéro. On pourra ensuite proposer une interprétation de la stratégie adoptée par le parti communiste eu égard à la paysannerie et enfin préfigurer un réseau est-ouest de recherche européen sur les communismes agraires.  
User et ruser avec les paradoxes
- 7 Ce qui précède conduit à interroger un premier paradoxe : le corps doctrinal marxiste-léniniste, en donnant à la classe ouvrière un rôle historique sans partage, attribue logiquement à la classe paysanne une position de force d'appoint et, à terme, programme sa disparition. Or les régimes communistes se sont imposés dans des pays où les « masses paysannes » étaient les plus nombreuses et le prolétariat quasi inexistant<sup>4</sup>. Sauf à

imaginer les paysans en moutons de Panurge suicidaires, il reste à saisir comment les pouvoirs communistes ont manié la faucille et le marteau pour gagner du crédit auprès des paysans, en redistribuant des terres, dans un premier temps, puis en programmant une collectivisation à marche forcée<sup>5</sup>, menant à la déportation les plus récalcitrants d'entre eux stigmatisés sous le terme de koulaks et dénoncés en tant que tels.

- 8 Le second paradoxe concerne la situation en France. Marx souligne dans *Le 18 Brumaire* :

La grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. [...] Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés [1976 : 127]<sup>6</sup>.

- 9 Sur plusieurs points, les différents articles de ce numéro opposent un démenti formel à ce fragment de texte, commenté, par ailleurs, à l'envi. Nombre d'études historiques ont attesté l'existence de communautés, la similitude des conditions de vie, les règles de vie commune et de partage du travail [Chiva 1958 ; Dussourd 1962]. Dans ce fascicule même, Ronan Le Coadic retrace une sorte d'archéologie du communisme rural à travers la constitution de « quévaises » en Basse-Bretagne, qu'il décrit en ces termes :

À son arrivée, chaque hôte reçoit un lopin de terre dont il a la jouissance illi mitée sans jamais en être propriétaire. En échange, il doit payer une rente annuelle. Les lopins sont tous exactement de même taille et il est interdit de bâtir des clôtures sur les terres communes. La quévaise se caractérise par une véritable vie communautaire dans un habitat groupé, rare en Bretagne.

- 10 Si, comme Marx le précise, les paysans parcellaires n'ont pas créé d'organisation politique, ils ont néanmoins créé des syndicats de défense de leurs intérêts, dans la mouvance du syndicalisme révolutionnaire qui voit le jour dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle [Agulhon 1970 ; Gratton 1971 et 1972 ; Hubscher et Lagrave 1993]. Par ailleurs, si par « parcellaire » on entend la petite propriété, comment comprendre contre Marx que, dans tous les départements étudiés dans ce volume, la corrélation statistique la plus régulière et la plus forte soit celle qui lie présence de la petite propriété, d'une part, et implantation du communisme et fidélité à ce vote, d'autre part, ce qui fait dire à Laird Boswell que « la petite propriété est au cœur du dispositif communiste » ? Ce résultat disqualifie également certaines analyses de Michel Augé-Laribé [1923 : 197 et 1950], contemporain de la genèse du parti communiste français, qui ne cache pas, à l'instar de Marx, son scepticisme :

Aucune propagande n'est possible pour le communisme dans ce pays de petits propriétaires, jaloux de leur liberté. Le seul socialisme qui aurait quelque chance de progresser dans nos campagnes, c'est celui de Proudhon basé sur le mutualisme, conciliant la liberté et la justice ; ce n'est certainement pas celui de Marx, collectiviste et autoritaire.

- 11 Les paysans parcellaires seraient-ils voués à se détourner du communisme ou voteraient-ils contre les intérêts ou, mieux, pour les intérêts de la classe ouvrière que le PCF dit représenter ?

- 12 Répondre à ces questions, c'est montrer qu'il n'y a pas de paradoxes ou, plutôt, qu'ils ne sont qu'apparents. C'est montrer que le communisme français ne préexiste pas à ses conditions d'actualisation historique et qu'il a joué de ces paradoxes pour s'adapter de manière pragmatique, par la ruse et le détour, aux réalités des paysanneries françaises que Renaud Jean ne manquait jamais de rappeler.
- 13 La politique du PCF envers les paysanneries distingue deux types d'action et deux appellations – la question agraire et la question paysanne [Guillerot 1973] – utilisées tantôt de façon marxiste-léniniste orthodoxe, tantôt en substituant une question à l'autre selon les lieux, les moments et les interlocuteurs, pour mieux brouiller les pistes. Ce subterfuge est la ruse que le PCF a utilisée pour contourner ou détourner l'épineuse question de la propriété et de la collectivisation des terres, sans perdre son crédit auprès des gardiens du dogme, tout en préservant son rôle de défenseur de la paysannerie. Pour ménager la chèvre et le chou, le PCF a louvoyé entre question agraire et question paysanne. La question agraire est censée penser et résoudre les formes d'appropriation socialiste ou individuelle de la terre et des moyens de production. Nul ne s'avise, du haut en bas de la hiérarchie des responsables du travail communiste dans les campagnes, de parler de collectivisation. À ce mot impie qui assimile les communistes aux « partageux », le PCF va substituer le mot d'ordre : « la terre à ceux qui la travaillent ». Pour ambigu que soit ce slogan puisqu'il laisse sous-entendre que métayers et fermiers peuvent devenir propriétaires, il aura permis de rassurer les paysans français, farouchement opposés à leur transformation en kolkhoziens. Le PCF garantit la propriété de la terre et le droit d'héritage ; les responsables de la question agraire l'écrivent noir sur blanc :  
L'économie agricole socialiste de la France de demain ne suppose nullement la disparition de la propriété paysanne ni, au préalable, la collectivisation des centaines de milliers d'exploitations familiales qui sont l'ossature et font la valeur comme la qualité de l'agriculture française. Le rapport de G. Plissonnier au comité central des 3 et 4 décembre 1973 l'indique clairement : « Le socialisme garantit le droit de propriété de la terre, fruit du travail et de l'épargne, avec tout naturellement le droit d'héritage, le droit de vendre la terre et de la louer à des paysans qui la travaillent eux-mêmes. » Le marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action, dans les conditions qui sont celles de la France [Clavaud, Flavien, Lajoinie et Perceval 1974].
- 14 Progressivement, le PCF devient le garant des petites, puis des moyennes exploitations familiales, relayé sur le terrain par le MODEF (Mouvement de défense des exploitations familiales). Dans la logique de la collectivisation des moyens de production et pour ne pas céder sur toute la ligne, il incite les paysans à créer ou à s'intégrer à des collectifs de travail, tels les CUMA (coopératives d'utilisation de matériel agricole), les GAEC (groupements agricoles d'exploitation en commun) ou encore les coopératives de production et d'achat. Il soutient également l'action des SAFER (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) destinées à réguler le marché foncier par le biais de commissions paritaires départementales réunissant représentants de l'État et élus des syndicats agricoles<sup>7</sup>.
- 15 Pour compléter sa panoplie d'intervention, le PCF double la question agraire de la question paysanne afin d'élargir son aire d'influence.
- 16 Résoudre la question paysanne consiste pour l'essentiel à participer à la modernisation de l'infrastructure des campagnes qui réclament des travaux d'électrification, d'adduction d'eau et de réfection des routes. Toutefois, on n'a pas procédé à cette torsion politique en

faveur du monde rural et paysan de gaieté de cœur : c'est sous la pression de responsables communistes locaux qui ont résisté à la bolchevisation de la politique agraire du PCF que ce tournant a été possible. Certains d'entre eux, dont Renaud Jean [Belloin 1993], ont été destitués de leurs fonctions par les tenants de la lutte des classes. « L'affaire Renaud Jean » met aux prises ce dernier avec Trotski, alors rapporteur des questions françaises à l'IC (Internationale communiste), qui lui reproche d'être la cause d'un déviationnisme paysanniste. Après plusieurs rappels à l'ordre prolétarien, Trotski publie un réquisitoire dans *L'Humanité* du 22 mai 1922 contre Renaud Jean :

Doit-on dissoudre bonnement le prolétariat français dans la notion de travailleurs ? Cet argument du camarade Jean nous semble dangereux au plus haut point. [...] Assimiler la petite bourgeoisie agraire au prolétariat et réduire les revendications du prolétariat au point de vue du petit paysan, c'est renoncer à la base effective de classe du parti et semer ainsi cette même confusion à laquelle la France parlementaire présente un terrain extrêmement favorable. [...] Le prolétariat ne saurait se faire paysan.

- 17 Ce débat inégal est l'illustration de l'agencement des pouvoirs et de la marge étroite de négociation entre la préservation de l'autorité politique réaffirmant la puissance du prolétariat, et son impuissance à penser et à construire une alliance autrement que par la négation de la singularité de la classe paysanne.
- 18 Un autre exemple permet de saisir la stratégie adaptative du PCF aux réalités paysannes. La lutte des classes, martelée sur tous les tons, était, il est vrai, compréhensible pour des paysans et des ruraux en lutte, mais peu efficace pour s'attirer durablement les « masses paysannes ». En la transposant en affrontement entre « petits » et « gros » – antagonisme immédiatement perceptible et repérable dans chaque département où coexistaient grandes et petites exploitations –, en s'appropriant donc le langage utilisé par les paysans pour se distinguer et s'opposer entre eux, le PCF a réélaboré la catégorie des « paysans pauvres » et des « exploités » tout en préservant le rapport de force sous-jacent, tout en impulsant une rhétorique manichéenne. À partir de ce clivage entre « gros » et « petits », pour simpliste qu'il soit, le génie du communisme a été de reconvertir la catégorie hétérogène des « petits » en catégorie politique. Ainsi, bien avant d'abandonner la doctrine de la dictature du prolétariat dans les années quatre-vingt-dix, le PCF avait déjà renoncé à la lutte des classes dans les campagnes, reprise dès les années 1965-1968 par le Mouvement des paysans-travailleurs [Lambert 1970].
- 19 À mesure de l'implantation du PCF en milieu rural s'affirme par conséquent un communisme négocié tenant compte de la diversité de l'assise sociale de ses militants. Réduire la force de frappe du marteau en introduisant le tranchant de la faucille : telle est la stratégie à laquelle le parti a eu recours pour élargir et asseoir son électorat à l'échelle nationale, enjeu voué à l'échec sans la conquête des campagnes, ce qui supposait de sa part la reconnaissance de la propriété familiale.
- 20 Sans entrer dans des controverses sans fin sur l'esprit et la lettre, il faut toutefois indiquer que le reproche de déviationnisme paysanniste à l'encontre de la politique agraire du PCF est recevable, du point de vue des pratiques politiques recommandées par l'IC, mais contestable d'un point de vue strictement marxiste et léniniste en raison des fluctuations de position de ce dernier dans son œuvre et de l'exégèse qu'on en a faite, concevable et cohérent du point de vue de la stratégie électorale du PCF. Il souligne que la prétention de l'IC à homogénéiser les politiques communistes de ses diverses composantes butte sur les modes nationaux d'organisation du communisme.

- 21 La singularité du communisme français doit beaucoup à son ancrage rural et aux débats qu'il a suscités, véritable garde-fou face à une bolchevisation sans entraves. Certes le communisme rural n'est pas le seul à s'être opposé à la stalinisation du PCF : une fraction de la classe ouvrière, certains intellectuels communistes ont fait leur travail de contestation, mais il demeure remarquable que la part prise par les paysans soit constamment occultée.
- 22 En mettant au jour les paradoxes idéologiques et pratiques à partir desquels le PCF a su adapter sa politique agricole, on a, sans le dire, privilégié une démarche accordant une réelle importance aux questionnements sur les données factuelles pour éviter tout essentialisme, démarche que l'on se propose, à présent, d'explicitier.
- Pour une histoire croisée
- 23 L'histoire croisée a désormais acquis ses lettres de noblesse [Werner et Zimmermann 2003] et, dans le cas qui nous occupe où tensions et paradoxes rendent très opaques les logiques à l'œuvre, elle est d'un grand secours. En effet, la méthode qu'elle préconise porte « sur les interactions entre objets mais également sur les interactions entre chercheurs et objet. Elle intègre dans l'analyse le point particulièrement sensible de l'articulation de l'objet et de la démarche, en l'occurrence un objet "croisé" et une démarche qui "croise" » [ibid. : 8]. Ce dispositif de connaissance a l'immense mérite de concilier sans artifices des approches souvent réputées incompatibles, voire antagonistes, car elles masqueraient des positions politiques affirmées ou inconscientes.
- 24 Tout se passe comme si on était en présence d'une sorte de division du travail scientifique dans l'examen de l'histoire du PCF, appréhendée selon deux modalités majeures – une histoire politique et une histoire sociale –, polarité que le langage commun retraduit en termes d'histoire « par le haut » et « par le bas », celle des élites s'opposant à celle des obscurs. L'histoire croisée permet de surmonter ces fausses dichotomies et de croiser les jeux d'échelle, du local à l'international en passant par le national, en intégrant ces différentes composantes en une construction analytique supposant de surcroît une réflexivité sur les relations des chercheurs à l'histoire de ce parti. Aux tenants de l'histoire politique mettant en lumière la fonction tribunitienne du PCF dans le champ politique français [Lavau 1981] se sont adjointes « la variante "implantation" de Jacques Girault, la variante "stratégie" de Roger Martelli et Serge Wolikov ; la première, en valorisant l'implantation au cœur des réalités hexagonales, et la seconde, qui soulign[e] que des impératifs avant tout nationaux se trouv[ent] à l'origine de sa stratégie, désign[ent] le PCF comme un produit essentiellement français » [Courtois et Lazar 1995 : 34]. À cela on peut ajouter l'approche en histoire sociale de Bernard Pudal [1989]. Toutes ces positions s'opposent à celle d'Annie Kriegel [1968], faisant du PCF une simple courroie de transmission du communisme international.
- 25 De façon réductrice, on vient de restituer ce que Marie-Claire Lavabre nomme « les conflits d'interprétation du communisme » [1985], qui sont aussi des conflits entre les approches et la construction de l'objet. Dans le sommaire présenté ici, toutes ces démarches ont été croisées, qu'il s'agisse d'évoquer les effets de la révolution russe sur certains coins retirés des campagnes françaises, les rappels à l'ordre de Trotski au sujet de la politique agricole du PCF ou encore la formation de certains dirigeants paysans, tel Waldeck Rochet à l'École léniniste internationale de Moscou. À une autre échelle d'analyse, on apprend comment le communisme est venu aux paysans et aux ruraux<sup>8</sup>, en reconstruisant les réseaux de sociabilité<sup>9</sup>, les trajectoires des militants<sup>10</sup> et les modalités de propagande<sup>11</sup>.

- 26 Les archives attestent que certaines localités se nommaient ou étaient nommées « les petites Russies » ou « le petit Moscou », témoignant de ce que les villageois avaient fabriqué leur version de la révolution d'Octobre [Lavabre 1994]. Toutefois, ils savaient combiner en un bricolage dont ils avaient le secret les directives de l'appareil du parti à des propositions et des actions de leur cru. Les articles de ce numéro révèlent que les campagnes françaises n'ont pas été le réceptacle passif d'une idéologie partisane venue d'ailleurs et imposée d'en haut.
- 27 En articulant plusieurs approches et plusieurs disciplines, l'histoire croisée nous permet également de ne pas dériver vers un relativisme culturel ou territorial de mauvais aloi. En effet, l'historiographie récente du communisme rural butte toujours sur la même énigme : pourquoi vote-t-on communiste dans tel village et pas dans tel autre, seulement distant de quelques kilomètres ? Les uns et les autres<sup>12</sup>, nous nous sommes efforcés de corrélés tous les indicateurs sociaux et économiques pertinents pour tenter de dégager des éléments objectifs censés préparer le terreau du communisme. Or, si cela s'est avéré efficace dans certains départements, ce ne fut pas le cas dans d'autres. Seul le poids de la petite propriété, comme l'a mis en évidence Laird Boswell [1998], est un élément agissant et quasi invariant.
- 28 C'est pourquoi il a fallu retenir d'autres critères, politiques, par exemple : la concurrence du PC local avec la SFIO, le moment du Front populaire, de la Résistance, ou la période de la doctrine « classe contre classe »<sup>13</sup>. La présence de figures locales charismatiques, les enjeux économiques liés à l'intensification de la pénétration de formes capitalistes en agriculture, le souvenir des luttes paysannes et de la Grande Révolution de 1789 sont apparus, à l'analyse, comme des facteurs importants. C'est encore le regard de l'histoire croisée qui offre cette décentration par rapport à une histoire positive du communisme rural. On a pu ainsi concilier les antinomies entre paramètres objectifs et paramètres dits irrationnels mais agissants, redonner toute leur épaisseur à des acteurs politiques obscurs tout en suivant la formation et l'élection des responsables de la question agraire au PCF.
- 29 Toujours dans la logique d'une histoire croisée, restent à examiner les interactions entre les chercheurs et leur objet, et ce, d'un double point de vue : les liens entre militantisme politique et recherche, et les raisons d'une lacune historiographique concernant le communisme rural.
- 30 Les bibliographies relatives à l'histoire du PCF comportent des livres d'historiens adhérents ou compagnons de route du parti communiste, d'historiens repentis, des témoignages entendant livrer les secrets du PCF ou retraçant des trajectoires de militants déçus<sup>14</sup>. L'impression qui en ressort c'est de se trouver face à des « consciences scientifiques douloureuses », pour reprendre la belle expression de Gaston Bachelard. Toutefois joue un effet de génération. De jeunes historiens sont désormais moins engagés que leurs aînés dans les controverses touchant l'histoire légitime du PCF.
- 31 Souvent inclus dans leur objet, par excès ou par défaut, nombre de chercheurs ont pensé avec ou contre le communisme sans penser le communisme. Mais quand ils ont pensé le communisme, c'est uniquement à partir de sa matrice ouvrière, à partir de cette évidence première non interrogée selon laquelle il y aurait un lien « naturel » entre classe ouvrière et adhésion, sinon mécanique du moins potentielle et prévisible, au PCF. En négligeant les autres groupes professionnels et sociaux ou en leur consacrant un chapitre en fin d'ouvrage, ces chercheurs ont épousé la vision ouvriériste du PCF. Plus encore, en délaissant l'histoire du communisme rural ou de la question agraire, ils ont

scientifiquement légitimé le discrédit que le discours a jeté sur les paysans<sup>15</sup> et les ruraux du PCF.

- 32 On constate ainsi une sorte d'homologie entre la marginalité de la paysannerie dans la politique du PCF et la marginalité de la paysannerie dans le champ de la recherche. Cette lacune quant au communisme rural est tout autant à imputer aux « ruralistes », lesquels, en raison du poids du vote paysan à droite, ont privilégié l'étude des liens entre paysanneries et droites en France.
- 33 Ces constats nous obligent à examiner le rapport à l'objet des auteurs de ce volume. D'évidence, et les articles en témoignent, le communisme n'est plus pour eux une passion française [Lazar 2002]. Pour la plupart, la curiosité a été le moteur de leur recherche. Habitant pour certains dans ces fameux « bastions rouges », ils ont cherché à en comprendre les conditions de constitution et de pérennité, alors que, de façon récurrente, la presse annonce : « Le monde paysan vote Chirac ». À l'exception de Bernard Pudal, nul spécialiste du PCF dans ce groupe composé de jeunes historiens, en majorité doctorants, qui se sont intéressés au PCF par le biais du rural<sup>16</sup>. Sans adhésion et sans passion pour le communisme, ils portent un regard éloigné sur leur objet, sans s'investir outre mesure dans les débats d'interprétation qui ont jalonné son histoire.
- 34 Ce numéro s'inscrit dans un moment qui correspond à une phase de cumul de données, de comparaison entre des monographies départementales ou locales, pour pouvoir s'aventurer sur le terrain théorique. En conséquence, ce chantier en cours se veut un appel à d'autres analyses, à l'émergence d'une équipe de recherche qui ne construise pas le communisme rural comme un objet à part mais comme un chantier à part entière de l'histoire du PCF. Cela implique que les spécialistes de cette histoire ne considèrent pas ce petit groupe comme marginal<sup>17</sup>. Tous les articles ne parviennent pas toujours à allier les différents niveaux d'analyse, mais une lecture attentive de leur ensemble restitue ces configurations. C'est cet ensemble qu'il faut, à présent, interpréter.

#### L'erreur de casting du PCF

- 35 On ne refait pas l'Histoire, mais on peut néanmoins l'interroger de façon réflexive, en croisant des moments historiques et des regards militants, en comparant des données départementales et en confrontant les divers niveaux d'intervention des pouvoirs communistes. Par une démarche régressive [Wachtel 1990] prenant acte du déclin actuel du PCF [Lavabre et Platone 2003] et ressaisissant les conditions sociales et politiques de sa genèse, il est possible de mettre au jour ce qu'il faut bien appeler une erreur stratégique du parti, du moins si l'on suit au plus près sa logique et qu'on le prend au mot sur son propre terrain. Elle consiste à ne pas avoir reconverti le capital électoral et le militantisme des ruraux et des paysans en force politique. C'est cela l'erreur de casting : avoir choisi de mettre en scène « son »<sup>18</sup> prolétariat en effaçant la figure de la paysannerie. Le PCF s'est adapté contraint et forcé au communisme rural, mais il est resté aveugle aux bénéfiques politiques que pouvait lui apporter une force militante d'appoint, qui aurait pu être un partenaire au même titre que le monde ouvrier. Reste à démontrer que le PCF aurait eu tout intérêt à ne pas sous-estimer les apports du communisme rural.
- 36 L'actualité électorale la plus récente vient conforter cette hypothèse. Dans un article de ce numéro, Jean-Claude Bontron et Agnès Roche procèdent à une comparaison des votes communistes lors des élections présidentielles de 1981 et 2002, en distinguant cantons ruraux et cantons urbains<sup>19</sup>. Dans une période de recul drastique du PCF, puisqu'il « perd 78,3 % de ses voix entre les deux présidentielles », on constate que « les ruraux votent autant communiste que les urbains ». Les autres contributions affinent ces résultats

électorales concernant plusieurs régions ou départements et différentes élections<sup>20</sup>, et vont tous dans le même sens : le vote communiste en milieu rural est à la fois plus précoce, plus fidèle, tout au long du siècle, et résiste mieux qu'en milieu urbain. Ce constat est confirmé par la conclusion de l'article de Julian Mischi et Michel Streith :

Dans les années 1980-1990, la crise du parti est donc moins sévère dans les bastions ruraux que dans les bastions urbains.

- 37 Pour un parti qui n'a cessé de glorifier jusqu'à la mystique la classe ouvrière, la fidélité électorale des paysans et des ruraux fait l'effet d'une bombe à retardement, et pourtant les chiffres sont là « en dépit de » : en dépit du faible accès des ruraux aux écoles du parti, en dépit du manque d'encadrement politique des paysans, en dépit du fait que la direction des cellules rurales est souvent confiée à des ouvriers, en dépit du discrédit politique dont les paysanneries ont fait l'objet, éléments récurrents dans toutes les recherches présentées ici.
- 38 Ce résultat inédit et inattendu fait vaciller les certitudes les plus établies et invite à réexaminer la stratégie du PCF. Son ouvriérisme a constitué une clôture, tant dans les schèmes de pensée que dans le travail politique en faveur des campagnes. Le PCF n'a pas vu ou n'a pas voulu voir que les ruraux, perçus comme incapables de développer une conscience de classe, ont été les plus fidèles à un parti de classe. Cette assertion appelle toutefois quelques nuances. Le communisme rural, régulièrement taxé de déviation par les gardiens du dogme parce qu'il est l'invention partielle des sociétés rurales, sorte de communisme endogène, apparaît comme un puissant ressort de fidélité. Plus encore, tous les auteurs montrent que la vitalité du communisme rural et paysan est fonction du désintéret du PCF pour ce communisme marginal qui a su inverser le stigmate qui lui était attaché pour s'inventer et s'affirmer, moins contrôlé qu'il était par l'appareil du parti. À l'inverse, la fidélité au parti peut s'expliquer par une moindre politisation des ruraux au bénéfice d'une forte socialisation forgeant des habitus partisans hérités de génération en génération, qui ne risquent pas de se perdre, pour des raisons de ligne politique.
- 39 La cécité du PCF quant à l'usage stratégique qu'il aurait pu faire de la fidélité électorale des ruraux<sup>21</sup> prévaut dès ses origines, et singulièrement lors du congrès de Tours<sup>22</sup> [Courtois et Lazar *op. cit.* : 60]. Annie Kriegel [1964 : 836] souligne ainsi :
- Sans en faire donc un phénomène absolument général et uniforme, on doit retenir ce fait important : que la paysannerie socialiste a constitué une composante sociale majeure du courant en faveur de la III<sup>e</sup> Internationale.
- 40 Stupeur dans les rangs de l'époque, stupeur encore et toujours chez les chercheurs contemporains puisque Stéphane Courtois et Marc Lazar [*op. cit.* : 60] retracent l'événement en ces termes :
- Le congrès commence par entendre pendant presque deux jours les représentants des fédérations. Il s'en dégage un attachement des vieux ouvriers au socialisme traditionnel et, *paradoxalement*<sup>23</sup>, un mouvement des fédérations rurales vers la révolution.
- 41 Malgré les controverses dans les interprétations du congrès de Tours, un constat s'impose : les ruraux et non les seuls paysans, comme l'indique pourtant Annie Kriegel, ont fait la victoire de la motion Cachin<sup>24</sup> et sont donc présents et agissants au tout début du communisme. Au moment du congrès de Tours, ils ne représentent pas une simple force annexe : ce sont eux qui font la différence entre les motions. Ils sont l'un des piliers fondateurs du communisme français. Les commentaires historiographiques et politiques ultérieurs se sont empressés d'étouffer la chose. L'inculture politique dont sont taxés les

ruraux se résume à peu près à ceci : « Pardonnez-leur, ils ne savent pas ce qu'ils font. » En effet, la matrice rurale de la création du communisme français faisait désordre et tache originelle pour un parti censé procéder au baptême du prolétariat français. Cette réécriture partisane du congrès de Tours visant à effacer le rapport de forces rural/ouvrier des fédérations est la première erreur stratégique du PCF. Pour ce parti, il n'était pas envisageable de s'appuyer de façon égalitaire sur ses deux piliers, la faucille et le marteau, bien que les conditions objectives fussent réunies. Cette erreur va ensuite être légitimée idéologiquement et dans les pratiques en minimisant et en marginalisant le poids et l'apport militant et électoral des ruraux, alors que, ironie de l'histoire, ce sont eux qui se sont révélés être le plus fidèle soutien.

42 Ainsi, en croisant genèse et déclin actuel du PCF, s'éclaire et se comprend l'ouvriérisme, non pas seulement comme univers de pensée mais comme continuité d'une logique fondatrice. Dans cette optique, les accusations de déviationnisme paysanniste et la faiblesse du travail politique dans les campagnes sont beaucoup plus qu'une négligence : ce sont des ratés historiques.

43 En soulignant l'erreur stratégique du PCF, on a mis en évidence le déni d'un rapport de forces dont il aurait pu tirer bénéfice. Cependant, en utilisant le terme « erreur », on ne peut ignorer qu'il faisait partie de la rhétorique et de la pratique de l'autocritique recommandée rituellement et jusqu'à l'absurde par tous les régimes communistes [Pennetier et Pudal 2002]. Pour Lénine, reconnaître ses erreurs et travailler sur celles-ci est un gage de sérieux :

L'attitude d'un parti politique en face de ses erreurs est un des criteriums les plus importants et les plus sûrs pour juger si ce parti est sérieux et s'il remplit réellement ses obligations envers sa classe et envers les masses laborieuses. Reconnaître ouvertement son erreur, en découvrir les causes, analyser la situation qui l'a fait naître, examiner attentivement les moyens de corriger cette erreur, voilà la marque d'un parti sérieux, voilà ce qui s'appelle pour lui remplir ses obligations, éduquer et instruire la classe, et puis les masses [cité in Pennetier et Pudal *op. cit.* : 29].

44 Partout, la leçon léniniste semble avoir porté ses fruits<sup>25</sup> et, dans le cas français, l'erreur décelée par l'analyse sociologique ne pouvait être tenue pour une erreur politique de la part du PCF. En effet, dans l'esprit du dogme ouvriériste, l'erreur eût été de consentir à mettre sur un pied d'égalité la paysannerie et le monde ouvrier et de se voir taxé de parti réformiste, les paysans étant soupçonnés d'accomplir la prophétie selon laquelle ils deviendront, à terme, bourgeois. La trahison toujours possible de la classe paysanne ne pouvait donc figurer dans les conditions d'avènement du communisme français. Pour ce dernier, nulle erreur mais simple soumission à l'IC.

45 Rares sont les chercheurs spécialistes du PCF qui ont entrevu cette erreur stratégique puisque le communisme rural ne faisait pas partie de leur objet. Seules des études régionales [Girault 1995 ; Pennetier 1979]<sup>26</sup> le prennent en compte, mais ruraux et paysans n'ont jamais été intégrés dans les recherches « généralistes »<sup>27</sup>. Et pourtant les ouvrages sur le PCF sont légion ; aucun autre parti politique n'a suscité autant d'intérêt. Il faut rapprocher, dès lors, la marginalité des ruraux dans la politique du PCF et la marginalité des études sur le communisme rural dans le champ de la recherche. On perçoit ainsi que l'effet d'homologie redouble non seulement une lacune en la légitimant scientifiquement mais témoigne plus largement d'un seul univers de pensée donnant le primat au monde ouvrier, en sorte que la relation dite historique entre le communisme et la classe ouvrière reste un impensé du communisme français et de ceux qui l'ont pensé<sup>28</sup>.

46 Ce numéro d'*Études rurales* n'entend pas combler cette lacune. Son ambition est plus modeste : susciter des vocations pour que ce chantier fasse des émules, notamment chez les doctorants, pour poursuivre l'analyse des archives, collecter des données électorales, retracer des trajectoires militantes. Cette entreprise manquerait son but si elle reproduisait le faux clivage entre spécialistes du communisme rural et spécialistes du monde ouvrier et du PCF. C'est à la condition de conjuguer nos efforts et nos connaissances qu'une histoire du PCF revisitée et libérée de ses schèmes de représentation ouvriériste pourrait voir le jour. Mais il faudrait aller encore plus loin et s'aventurer vers une histoire européenne des partis communistes.

Paysans au-delà et en deçà du Mur

47 Il faut non seulement que les investigations sur le communisme rural réinterrogent l'histoire du communisme français telle qu'elle a été « faite », mais on doit parallèlement et résolument faire tomber le mur entre spécialistes des paysanneries à l'est et spécialistes des paysanneries à l'ouest de l'Europe. Les deux livraisons d'*Études rurales* – *Paysans au-delà du Mur* [Conte et Giordano eds. 1995] et *Les « petites Russies » dans les campagnes françaises* – sont deux analyses en miroir, au demeurant inégales car il eût fallu disposer d'une comparaison entre plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest. Leur lecture conduit à mettre au jour les convergences et les divergences entre les régimes communistes au pouvoir et les partis communistes en place dans les démocraties parlementaires afin de saisir les effets différenciés de la nature de ces deux régimes politiques sur les paysanneries.

48 En premier lieu, on remarque que les chercheurs travaillant sur les pays « au-delà du Mur » s'attachent à définir les modes d'imposition de la collectivisation et les conséquences des modalités de sortie du communisme pour les paysans, quand les chercheurs travaillant sur la France s'efforcent de comprendre les raisons de l'adhésion d'une fraction de la paysannerie au communisme. Les paysans sont victimes dans les pays de l'Est et sont rétifs dans ceux de l'Ouest. D'un côté imposition, de l'autre adhésion : le clivage est simplificateur alors qu'il serait intéressant de se demander si certains groupes de paysans – et lesquels – ont adhéré aux régimes communistes, comme il serait intéressant de considérer les paysans restés fidèles au PCF malgré son recul.

49 Ces regards croisés sont nécessaires pour que les chercheurs prennent de la distance par rapport aux approches obligées. De ces transactions scientifiques devraient surgir de nouvelles questions : par exemple, celle du déclin numérique différentiel des paysanneries à l'Est et à l'Ouest. En effet, quoique la vulgate marxiste-léniniste prévoyait à terme la disparition de la classe paysanne, cette classe a mieux résisté dans tous les pays de l'Est qu'en Europe de l'Ouest. Le plan Mansholt et les lois d'orientation agricole de 1960 et 1962 ont programmé et accompagné, avec le soutien de la FNSEA<sup>29</sup> et du CNJA<sup>30</sup>, « la fin des paysans » [Mendras 1964] et la promotion des agriculteurs puis des entrepreneurs agricoles. Cette logique économique libérale s'est avérée beaucoup plus efficace que celle des régimes communistes pour éliminer la petite paysannerie dite retardataire.

50 Dans la mesure où désormais les régimes communistes sont morts à l'Est et les partis communistes moribonds à l'Ouest, il s'agit à présent de porter l'attention sur les effets sociaux, économiques et politiques de la sortie du communisme sur ceux qui s'en réclamaient. Il n'est pas jusqu'au concept de transition, concept idéologique et non heuristique, il est vrai, qui n'aurait pu être appliqué au cas français lors du passage à la concentration du foncier, à l'intensification du pouvoir des firmes industrielles et commerciales, conduisant à l'exode des paysans. Pour les pays occidentaux, le pendant de

la transition a été appelé « développement agricole », et pourtant des éléments identiques sont présents à l'Ouest comme à l'Est. Les exemples pourraient être multipliés. L'enseignement qu'on peut en tirer tient à ceci : l'intelligence de l'Europe communiste ne peut aujourd'hui s'élaborer à partir de simples collaborations entre des chercheurs spécialistes des communismes agraires dans les deux Europe. Il faut passer de l'histoire comparée à l'histoire croisée en articulant des temporalités différentes, des expériences paysannes diverses, des discontinuités et des décalages de rythme et d'échelle.

- 51 Au reste, il n'y a plus deux Europe. Dès lors, il faut se donner comme objet d'investigation non pas un cadrage géographique ou politique, celui de l'Europe ou de l'Union européenne, mais l'espace configuré par les processus dynamiques qui ont ancré, fait évoluer et se déliter les communismes agraires. Et dans cet objet ainsi reconfiguré, le régime soviétique et ses politiques ultérieures occupent une place de choix, en raison du maillage politique et de la tutelle plus ou moins puissante du parti communiste soviétique et de ses appendices internationaux sur l'ensemble des autres partis, mais aussi en raison de ce que j'appelle « les effets différés du communisme », continuant à peser sur le cours du temps et des vies. Cette approche de l'Europe communiste ne peut se satisfaire d'une synthèse de comparaisons entre pays, en travaillant à partir de chaque histoire nationale. C'est pour autant que nous serons capables de nous arracher aux traditions historiographiques élaborées dans des contextes nationaux et marquées par eux que nous aurons quelque chance de construire le même objet, sans effacer les façons respectives de dire et de faire mais en intégrant cette diversité scientifique à l'objet.
- 52 Les chantiers en cours pour une « fabrique de l'histoire » européenne invitent à inscrire l'histoire de l'Europe communiste et, singulièrement, du communisme agraire dans cette perspective. En connexion avec l'histoire des élites, des transferts culturels, des transactions économiques et des transversalités politiques, l'analyse d'une Europe des hommes sans qualités [Musil 1982], représentée partiellement par les mondes paysan et ouvrier, a toute sa place puisque ces mondes viennent en tension, voire en opposition, avec les acteurs dominants du jeu politique.
- 53 On l'aura compris, à double titre, ce numéro sur les communismes agraires est un véritable enjeu. Il prend acte du déni politique et scientifique à l'égard des paysans dans l'historiographie du communisme, et il appelle à la vigilance pour que cette lacune ne se reproduise pas au moment où commence à s'affirmer une histoire européenne. Elle ne saurait s'écrire sans y insérer les mondes du travail manuel et les traditions et inventions politiques auxquelles ils ont contribué. À l'heure où ces deux mondes se décomposent en se recomposant, on peut les considérer comme quantité négligeable ou les constituer en vestiges de la vieille Europe. On peut souhaiter, à l'inverse, que les paysans et ouvriers bénéficient d'une égalité de traitement politique et scientifique, ce qui n'a jamais été le cas, comme le soulignait déjà Simone Weil :
- Si les ouvriers souffrent cruellement de se sentir en exil dans cette société, les paysans, eux, ont l'impression que, dans cette société, au contraire, les ouvriers sont chez eux [1963 : 75].
- 54 Au terme de cette analyse, il importe de revenir sur les rapports entre dominants et dominés. C'est parce que le PCF a construit une alliance inégale entre les paysans et les ouvriers et parce qu'il a assigné à la classe ouvrière une mission historique que les deux catégories ont été confrontées l'une à l'autre. La domination des ouvriers sur les paysans a été politiquement construite, ce qui fait toute la différence entre « classes réelles » et « classes sur le papier », pour reprendre l'expression de Pierre Bourdieu. En conséquence,

participer à une histoire européenne du communisme suppose que soit restitué le poids différentiel du marteau et de la faucille mais également que l'on déconstruise leur alliance factice pour procéder au croisement des solidarités et des antagonismes entre ces deux mondes.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Agulhon, M.** — 1970, *La République au village*. Paris, Plon.
- Augé-Laribé, M.** — 1923, *Le paysan français après la guerre*. Paris, Marcel Rivière. — 1950, *La politique agricole en France de 1880 à 1940*. Paris, PUF.
- Barthes, R.** — 1957, *Mythologies*. Paris, Le Seuil.
- Belloin, G.** — 1993, *Renaud Jean, le tribun des paysans*. Paris, Éditions de l'Atelier.
- Boswell, L.** — 1998, *Rural Communism in France, 1920-1939*. Ithaca et Londres, Cornell University Press.
- Chiva, I.** — 1958, *Les communautés rurales. Problèmes, méthodes et exemples de recherches*. Paris, UNESCO.
- Clavaud, F., J. Flavien, A. Lajoinie et L. Perceval** — 1974, *Quelle agriculture pour la France ?* Paris, Éditions sociales.
- Conte, É. et C. Giordano eds.** — 1995, « Sentiers de la ruralité perdue. Réflexions sur le postsocialisme », in *Paysans au-delà du Mur (Études rurales 138-140)* : 11-33.
- Courtois, S. et M. Lazar** — 1995, *Histoire du parti communiste français*. Paris, PUF.
- Dreyfus, M. et al. eds.** — 2000, « Introduction », in *Le siècle des communismes*. Paris, Éditions de l'Atelier.
- Dussourd, H.** — 1962, *Au même pot et au même feu. Études sur les communautés familiales agricoles du centre de la France*. Moulins, Imprimerie A. Pottier.
- Fitzpatrick, S.** — 1994, *Stalin's Peasants. Resistance and Survival in Russian Village after Collectivization*. New York et Oxford, Oxford University Press.
- Girault, J.** — 1995, *Le Var rouge. Les Varois et le socialisme de la fin de la Première Guerre mondiale au milieu des années trente*. Paris, Publications de la Sorbonne.
- Gratton, P.** — 1971, *Les luttes de classes dans les campagnes, 1870-1921*. Paris, Anthropos. — 1972, *Les paysans contre l'agrarisme*. Paris, Maspero.
- Guillerot, P.** — 1973, « La politique agraire et paysanne du PCF de 1920 à 1934 ». Mémoire de maîtrise. Université Paris VIII.
- Hubscher, R. et R. M. Lagrave** — 1993, « Unité et pluralisme dans le syndicalisme agricole français. Un faux débat », *Annales ESC* 1 : 109-146.

- Kriegel, A.** — 1964, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*. Paris et La Haye, Mouton. — 1968, *Les communistes français, 1920-1970*. Paris, Le Seuil. — 1969, « Note sur le Krestintern », *Le Mouvement social* 67 : 163-167.
- Lagrave, R. M.** — 1990, « Les gauches syndicales (MODEF, CNSTP, FNSP) », in P. Coulomb *et al.* eds., *Les agriculteurs et la politique*. Paris, Presses de la FNSP : 356-369.
- Lambert, B.** — 1970, *Les paysans dans la lutte des classes*. Paris, Le Seuil (préface de Michel Rocard).
- Lavabre, M.-C.** — 1985, « La sociologie du communisme français : travaux parus en langue française depuis 1979 », *Communisme* 7 : 65-83. — 1994, *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*. Paris, Presses de la FNSP.
- Lavabre, M.-C. et F. Platone** — 2003, *Que reste-t-il du PCF ?* Paris, CEVIPOF (« Autrement »).
- Lavau, G.** — 1981, *À quoi sert le parti communiste français ?* Paris, Fayard.
- Lazar, M.** — 2002, *Le communisme : une passion française*. Paris, Perrin.
- Lewin, M.** — 1966, *La paysannerie et le pouvoir soviétique*. Paris et La Haye, Mouton.
- Marx, K.** — 1976, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*. Paris, Éditions sociales.
- Mendras, H.** — 1964, *La fin des paysans*. Paris, SEDEIS.
- Musil, R.** — 1982, *L'homme sans qualités*. Paris, Le Seuil.
- Pennetier, C.** — 1979, « Le socialisme dans les départements ruraux français : l'exemple du Cher (1850-1921) ». Thèse de doctorat. Université Paris I.
- Pennetier, C. et B. Pudal eds.** — 2002, *Autobiographies, autocritiques, aveux dans le monde communiste*. Paris, Belin.
- Pudal, B.** — 1989, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris, Presses de la FNSP. — 2000, « Politisations ouvrières et communisme », in M. Dreyfus *et al.* eds. *op. cit.* : 513-526.
- Rambaud, P., A. Carof et R. M. Lagrave** — 1973, *Les coopératives de travail agricole*. Paris, CORDES/EHESS.
- Vigreux, J.** — 2000, « Les paysans communistes », in M. Dreyfus *et al.* eds. *op. cit.*
- Wachtel, N.** — 1990, *Le retour des ancêtres. Essai d'histoire régressive*. Paris, Gallimard (« Bibliothèque des sciences humaines »).
- Weil, S.** — 1963, *L'enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*. Paris, Gallimard.
- Werner, M. et B. Zimmermann** — 2003, « Penser l'histoire croisée. Entre empirie et réflexivité », *Annales HSS* 1 : 7-37.
- Werth, N.** — 1984, *La vie quotidienne des paysans russes, de la révolution à la collectivisation, 1917-1939*. Paris, Hachette.

## NOTES

1.. *La Voie paysanne*, créée par la SFIO en février 1920 et dirigée alors par Compère-Morel, responsable des questions agraires dans ce parti, devient le seul journal communiste à l'adresse des paysans entre 1921 et 1925, sous la houlette de Renaud Jean. Il devient ensuite le journal du CNP (Centre national paysan) entre 1925 et 1929, puis, jusqu'en 1937,

le journal de la CGPT (Confédération générale des paysans-travailleurs) animée par Renaud Jean. Après le congrès de Tours, *L'Humanité*, en date du 28 janvier 1921, annonce la parution prochaine de *La Voix paysanne*, désormais sous obédience communiste. Sur les tensions entre socialistes et communistes, voir, dans ce numéro, l'article d'Édouard Lynch.

- 2.. Cf., dans ce numéro, l'article de Gérard Belloin sur Renaud Jean.
- 3.. Voir l'introduction au *Siècle des communismes* par M. Dreyfus, B. Groppo, C. S Ingerflom, R. Lew, C. Pannetier, B. Pudal et S. Wolikow [2000 : 9-13].
- 4.. Que l'on songe à la Russie au moment de la révolution d'Octobre, au Viêt Nam, à Cuba, ou encore à la Chine. Cf. en particulier M. Lewin [1966].
- 5.. Pour le cas de l'Union soviétique, voir par exemple S. Fitzpatrick [1994] et N. Werth [1984].
- 6.. Cet ouvrage est paru à New York le 20 mai 1852 (note de l'éditeur, p. 7).
- 7.. Pour ce qui concerne « l'agriculture de groupe », se reporter à P. Rambaud, A. Carof et R. M. Lagrave [1973].
- 8.. Cf., dans cette livraison, l'article de Fabien Conord sur les tensions entre socialistes et communistes au niveau local.
- 9.. Voir l'analyse de Lee Haksu dans ce volume.
- 10.. Dans l'article présenté ci-après, Romain Henry s'intéresse aux trajectoires des parlementaires paysans.
- 11.. À l'échelle d'un canton, Vincent Fabre tente d'apprécier et de pondérer les effets de la propagande communiste.
- 12.. Ce numéro est le fruit d'un travail collectif et d'un séminaire tenu à l'École des hautes études en sciences sociales au cours des années universitaires 2000-2004, séminaire sous la responsabilité de Rose Marie Lagrave et d'Agnès Roche.
- 13.. Tous ces moments et ces paradoxes sont abordés dans la contribution d'Alain Chaffel.
- 14.. Même lorsque les chercheurs ont noué peu de relations avec le PCF, ils se sentent obligés de passer aux aveux et de préciser la nature de ce lien. L'ouvrage de G. Lavau [1981: 7] commence avec cette phrase : « Ni communiste, ni, à aucun moment, compagnon de route, il m'est arrivé, notamment lors des batailles menées en France en faveur du Viêt Nam et de l'Algérie, de travailler aux côtés des communistes : coopération les yeux ouverts et sans illusions. »
- 15.. Le clivage entre paysans et ruraux aurait dû faire l'objet d'une analyse plus approfondie dans ce numéro et, particulièrement, dans cette introduction qui ne prend que des précautions terminologiques sans définir les frontières entre ces deux catégories, au demeurant évolutives durant toute la période considérée. Nous renvoyons plus spécifiquement sur ce sujet à l'article d'Ivan Bruneau et Emmanuel Le Dœuff.
- 16.. Pour ma part, c'est l'étude des gauches syndicales et, notamment, du MODEF qui m'a conduit à m'intéresser au PCF. Voir R. M. Lagrave [1990].
- 17.. Quelques signes indiquent que les nouveaux entrants dans ce champ de recherche ne sont pas toujours les bienvenus s'ils ne font pas partie des réseaux consacrés : refus d'accès à des bases de données statistiques, engagement de chercheurs à participer à ce numéro suivi de leur désistement. C'est ainsi qu'il a fallu avoir recours à un bricolage statistique pour appréhender les votes aux différentes élections sans jamais être en mesure de raisonner sur des séries complètes pendant toute la période considérée.
- 18.. Le possessif renvoie à l'analyse de B. Pudal [2000 : 524] sur la tradition inventée : « Cette tradition inventée elle-même repose sur le caractère partiellement mythique de la relation "nécessaire" entre les ouvriers et le mouvement ouvrier, comme si la politisation

ouvrière s'exprimait "naturellement" dans et par les organisations de toutes sortes qui revendiquaient le titre de légitime représentant des intérêts ouvriers. »

19.. Se reporter à cet article pour la définition légitime du rural et de l'urbain par l'INSEE.

20.. Nous n'avons pas pu disposer de bases de données permettant une analyse sérielle et comparée entre les votes ruraux et urbains par cantons, de 1924, date de la première élection législative où le PCF présente des candidats, jusqu'en 2002. Les interprétations avancées sont donc à lire sous réserve d'inventaire statistique exhaustif.

21.. Les politistes, spécialistes des élections, n'ont pas non plus trouvé remarquable cette constante électorale des ruraux en faveur du PCF. À notre connaissance, cette ébauche statistique qui distingue le rural de l'urbain s'agissant du vote communiste est une première tentative. Si tel n'est pas le cas, nous serions ravis d'être démentis.

22.. « Le XVIII<sup>e</sup> congrès de la SFIO s'ouvre le 25 décembre à Tours, dans la salle du Manège, sous la présidence d'honneur des emprisonnés parmi lesquels Loriot et Souvarine – les deux secrétaires du comité de la III<sup>e</sup> Internationale –, en présence de plus de 370 participants, dont 285 délégués. »

23.. C'est moi qui souligne car, cinquante ans après le congrès de Tours, on s'étonne encore que des fédérations rurales puissent avoir des visées révolutionnaires.

24.. Lors du congrès de Tours, trois motions sont mises au vote : « La première motion, de Cachan et Frossart, est en faveur d'une adhésion sans réserve à l'IC [...] La deuxième motion est celle de Longuet qui, dans l'espoir d'une reconstruction de l'Internationale, se prononce pour une adhésion avec réserves à l'IC [...] La troisième motion est celle de Léon Blum. Intitulée "Résolution" pour l'unité internationale, elle s'accompagne bientôt d'un "Manifeste" du Comité de résistance socialiste. Ces deux textes refusent l'adhésion à l'IC. » Cf. S. Courtois et M. Lazar [1995 : 57 et 58].

25.. Cette pédagogie par l'erreur est le leitmotiv de nombreux régimes communistes aux prises avec les « étapes » de la collectivisation et de la décollectivisation partielle, tel le Vietnam dont les dirigeants scandent chaque réforme ou volte-face de leur politique par un « il faut oser reconnaître et rectifier les décisions erronées », tant et si bien que la politique agraire vietnamienne se présente comme une vaste correction d'erreurs successives. Cf. Nguyen Truc Duyen, « De la collectivisation à l'économie domestique. Le cas du Delta du Fleuve Rouge ». Thèse de doctorat en cours d'achèvement à l'EHESS, sous la direction de R. M. Lagrave.

26.. Cf. la bibliographie générale présentée par Michel Streith à la fin de ce volume, p. 219.

27.. Le communisme rural n'est jamais rattaché à l'histoire du PCF ; il fait l'objet soit d'un chapitre restreint, soit d'un numéro thématique de revue, comme l'atteste cette livraison. Voir le numéro spécial *Le PCF. Implantations, identité, structures (Communisme 51-52)*, 1998.

28.. À notre connaissance, seul B. Pudal [2000 : 513] a commencé à poser un regard critique sur « la relation *nécessaire* entre communisme et classe ouvrière ».

29.. Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

30.. Centre national des jeunes agriculteurs.